

# Décrets, arrêtés, circulaires

## TEXTES GÉNÉRAUX

### MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'AGRO-ALIMENTAIRE ET DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

**Arrêté du 5 janvier 2026 portant suspension d'importation, d'introduction et de mise sur le marché à titre gratuit ou onéreux, en France, de denrées alimentaires provenant de pays tiers à l'Union européenne contenant des résidus de certaines substances actives phytopharmaceutiques interdites d'utilisation dans l'Union européenne**

NOR : AGRG2600034A

**Publics concernés :** exploitants du secteur alimentaire réalisant l'importation, l'introduction ou la mise sur le marché sur le territoire national de denrées alimentaires.

**Objet :** suspension de l'importation, de l'introduction et de la mise sur le marché à titre gratuit ou onéreux de denrées alimentaires provenant de pays tiers à l'Union européenne contenant des résidus de certaines substances actives phytopharmaceutiques interdites d'utilisation dans l'Union européenne.

**Entrée en vigueur :** le présent arrêté entre en vigueur le lendemain de sa publication. Il ne s'applique pas aux denrées alimentaires acquises par l'importateur ou le metteur en marché dans un délai allant jusqu'à un mois au plus tard après l'entrée en vigueur du présent arrêté.

**Application :** en application de l'article 54 du règlement (CE) n° 178/2002 du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2002, le présent arrêté vise à interdire à titre conservatoire, sur l'ensemble du territoire national, la mise sur le marché à titre gratuit ou onéreux de denrées alimentaires provenant de pays tiers et contenant des résidus de certaines substances actives phytopharmaceutiques interdites d'utilisation dans l'Union européenne.

Le ministre des petites et moyennes entreprises, du commerce, de l'artisanat, du tourisme et du pouvoir d'achat et la ministre de l'agriculture, de l'agro-alimentaire et de la souveraineté alimentaire,

Vu le règlement (CE) n° 178/2002 du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2002 établissant les principes généraux et les prescriptions générales de la législation alimentaire, instituant l'Autorité européenne de sécurité des aliments et fixant des procédures relatives à la sécurité des denrées alimentaires, notamment ses articles 53 et 54 ;

Vu le règlement (CE) n° 396/2005 du Parlement européen et du Conseil du 23 février 2005 concernant les limites maximales applicables aux résidus de pesticides présents dans ou sur les denrées alimentaires et les aliments pour animaux d'origine végétale et animale et modifiant la directive 91/414/CEE du Conseil ;

Vu le règlement (CE) n° 1107/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques et abrogeant les directives 79/117/CEE et 91/414/CEE du Conseil ;

Vu le code de la consommation, notamment son article L. 521-17 ;

Considérant la décision de la Commission du 26 novembre 2002 concernant la non-inscription du bénomyl à l'annexe I de la directive 91/414/CEE du Conseil et le retrait des autorisations accordées aux produits phytopharmaceutiques contenant cette substance active ;

Considérant le règlement d'exécution (UE) n° 540/2011 de la Commission du 25 mai 2011 portant application du règlement (CE) n° 1107/2009 du Parlement européen et du Conseil, en ce qui concerne la liste des substances actives approuvées, qui établit que les substances actives carbendazime, glufosinate thiophanate-méthyl et mancozèbe ne sont plus approuvées dans l'Union européenne depuis le 30 novembre 2014, 31 juillet 2018, 19 octobre 2020 et 4 janvier 2021 respectivement ;

Considérant l'avis actualisé de l'Autorité européenne de sécurité des aliments sur les propriétés toxicologiques et les limites maximales de résidus pour les substances carbendazime, bénomyl et thiophanate-méthyl adopté le 10 janvier 2024 ;

Considérant la décision de la 48<sup>e</sup> session de la Commission du Codex Alimentarius (REP25/CAC) de révoquer l'ensemble des LMR du Codex (CXL) pour la substance carbendazime et toutes les autres substances se dégradant en carbendazime ;

Considérant le règlement (CE) 790/2009 de la Commission du 10 août 2009 attribuant au glufosinate la classification de toxique pour la reproduction de catégorie 1B ;

Considérant la revue par les pairs de l'évaluation des risques de la substance active mancozèbe publiée par l'Autorité européenne de sécurité des aliments le 16 décembre 2020 ;

Considérant les conclusions de l'Autorité européenne de sécurité des aliments sur le réexamen des limites maximales des dithiocarbamates au titre de l'article 12 du règlement (CE) n° 396/2005 publiées le 17 mai 2023 ;

Considérant les données scientifiques mettant en évidence la possibilité d'un risque sérieux pour la santé humaine en cas d'exposition par différentes denrées alimentaires aux substances susmentionnées ;

Considérant la demande de la France à la Commission européenne du 23 décembre 2025 d'abaisser les limites maximales de résidus pour les substances et les végétaux concernés et de prendre toutes les mesures conservatoires appropriées compte tenu des risques pour la santé humaine en cas d'exposition alimentaire à ces substances ;

Considérant l'absence de mesure prise par la Commission européenne conformément à l'article 53 du règlement (CE) n° 178/2002 du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2002,

Arrêtent :

**Art. 1<sup>er</sup>.** – L'importation, l'introduction et la mise sur le marché à titre gratuit ou onéreux des denrées alimentaires contenant des résidus quantifiables de substances actives dangereuses, telles que mentionnées en annexe, sont suspendues.

**Art. 2.** – Les exploitants du secteur alimentaire et du secteur de l'alimentation animale mettent en œuvre des diligences raisonnables aux fins de s'assurer, conformément à l'article 17 du règlement (CE) n° 178/2002 susvisé, que les denrées alimentaires qu'ils importent, introduisent ou mettent sur le marché en France répondent aux prescriptions de l'article 1<sup>er</sup>.

Ces diligences peuvent reposer notamment sur la mise en place par les exploitants des opérations suivantes :

1<sup>o</sup> La collecte d'informations sur la provenance des denrées alimentaires acquises ;  
2<sup>o</sup> L'analyse des informations disponibles dans le but d'évaluer si les denrées ont pu faire l'objet d'un traitement au moyen de produits phytopharmaceutiques contenant une des substances actives mentionnées en annexe ;

3<sup>o</sup> La mise en œuvre de mesures de maîtrise permettant de s'assurer que les denrées alimentaires répondent aux prescriptions de l'article 1<sup>er</sup>, qui peuvent comprendre des démarches tendant à obtenir des exportateurs tout élément le garantissant ;

4<sup>o</sup> Des analyses permettant de mettre en évidence l'absence de résidu quantifiable de substances actives mentionnées en annexe.

**Art. 3.** – Les dispositions du présent arrêté ne s'appliquent pas aux denrées alimentaires acquises par l'importateur ou le metteur en marché au plus tard un mois après l'entrée en vigueur du présent arrêté.

**Art. 4.** – La présente interdiction prend fin dès l'entrée en application de mesures appropriées par la Commission européenne ou à défaut un an après son entrée en vigueur.

**Art. 5.** – Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 5 janvier 2026.

*La ministre de l'agriculture, de l'agro-alimentaire  
et de la souveraineté alimentaire,*

ANNIE GENEVARD

*Le ministre des petites et moyennes  
entreprises, du commerce, de l'artisanat,  
du tourisme et du pouvoir d'achat,*

SERGE PAPIN

## ANNEXE

### LISTE DES COUPLES DENRÉE ALIMENTAIRE/SUBSTANCE SOUMIS À L'INTERDICTION MENTIONNÉE À L'ARTICLE 1<sup>er</sup>

Denrées alimentaires (brutes ou transformées)	Substance phytopharmaceutique
Pamplemousses	Carbendazime et Bénomyl
Oranges	
Citrons	
Citrons verts	
Clémentines/Mandarines	
Pommes	
Poires	
Coings	
Nèfles	
Nèfles du Japon	
Autres fruits à pépins	
Abricots	
Cerises (douces)	
Pêches	
Prunes	
Raisins de table	
Raisins de cuve	
Mangues	

Denrées alimentaires (brutes ou transformées)	Substance phytopharmaceutique
Papayes Tomates Aubergines Gombos Choux de Bruxelles Haricots (avec gousses) Petits pois (avec gousses) Champignons cultivés Graines de soja Orge Avoine Seigle Blé	
Pommes de terre	Glufosinate
Pamplemousses Oranges Citrons Citrons verts Clémentines/Mandarines Pommes Poires Coings Nèfles Nèfles du Japon Autres fruits à pépins Abricots Cerises (douces) Pêches Prunes Raisins de cuve Mangues Papayes Tomates Aubergines Gombos Melons Citrouilles Pastèques Choux de Bruxelles Algues et organismes procaryotes Graines de soja Orge Avoine Seigle Blé	Thiophanate-méthyl
Avocats Raisins de table Mangues Papayes Cassis Fraises Pommes de terre Poivrons Melons Laitue	Mancozèbe